

Montréal 

SERVICE DES AFFAIRES JURIDIQUES ET DE L'ÉVALUATION FONCIÈRE

CAHIER BUDGÉTAIRE 2013

Le 5 novembre 2012

TABLE DES MATIÈRES

	Page
I - Prévisions budgétaires de 2013 du Service des affaires juridiques et de l'évaluation foncière	
- Mission	9
- Organigramme - Service	10
- Sommaire des revenus et dépenses par activités	11
- Principaux écarts - volet des dépenses	12
- Principaux écarts - volet des revenus	13
- Sommaire des revenus et dépenses par compétences et par catégories d'emplois	14
- Sommaire des revenus et dépenses par objets	15
- Principales réalisations 2012	16
II - Prévisions budgétaires de 2013 Direction principale	
- Organigramme	19
- Principaux écarts - volet des dépenses	20
- Principaux écarts - volet des revenus	21
- Sommaire des revenus et dépenses par compétences et par catégories d'emplois	22
- Sommaire des revenus et dépenses par objets	23
III - Prévisions budgétaires de 2013 Direction des Affaires civiles	
- Mission	27
- Organigramme	28
- Principaux écarts - volet des dépenses	29
- Sommaire des revenus et dépenses par compétences et par catégories d'emplois	30
- Sommaire des revenus et dépenses par objets	31
- Principales réalisations 2012	32
- Priorités 2013	33

TABLE DES MATIÈRES

	Page
IV - Prévisions budgétaires de 2013 Direction des services judiciaires	
- Mission	37
- Organigramme	38
- Principaux écarts - volet des dépenses	39
- Principaux écarts - volet des revenus	40
- Sommaire des revenus et dépenses par compétences et par catégories d'emplois	41
- Sommaire des revenus et dépenses par objets	42
- Principales réalisations 2012	43
- Priorités 2013	44
V - Prévisions budgétaires de 2013 Direction des poursuites pénales et criminelles	
- Mission	47
- Organigramme	48
- Principaux écarts - volet des dépenses	49
- Sommaire des revenus et dépenses par compétences et par catégories d'emplois	50
- Sommaire des revenus et dépenses par objets	51
- Principales réalisations 2012	52
- Priorités 2013	53

TABLE DES MATIÈRES

	Page
VI - Prévisions budgétaires de 2013 Magistrature	
- Organigramme	57
- Principaux écarts - volet des dépenses	58
- Sommaire des revenus et dépenses par compétences et par catégories d'emplois	59
- Sommaire des revenus et dépenses par objets	60
VII - Prévisions budgétaires de 2013 Direction de l'évaluation foncière	
- Mission	63
- Organigramme	64
- Principaux écarts - volet des dépenses	66
- Principaux écarts - volet des revenus	67
- Sommaire des revenus et dépenses par compétences et par catégories d'emplois	68
- Sommaire des revenus et dépenses par objets	69
- Principales réalisations 2012	70
- Priorités 2013	71
VIII - Annexes	
Évolution des dépenses 2012	75
Évolution des revenus 2012	76
Dépenses - évolution budgétaire 2012 - Budget 2013	77
Revenus - évolution budgétaire 2012 - Budget 2013	78
Coordonnées du service et de la personne ressource	79

Montréal 

SERVICE DES AFFAIRES JURIDIQUES ET DE L'ÉVALUATION FONCIÈRE

PRÉVISIONS BUDGÉTAIRES 2013

Mission

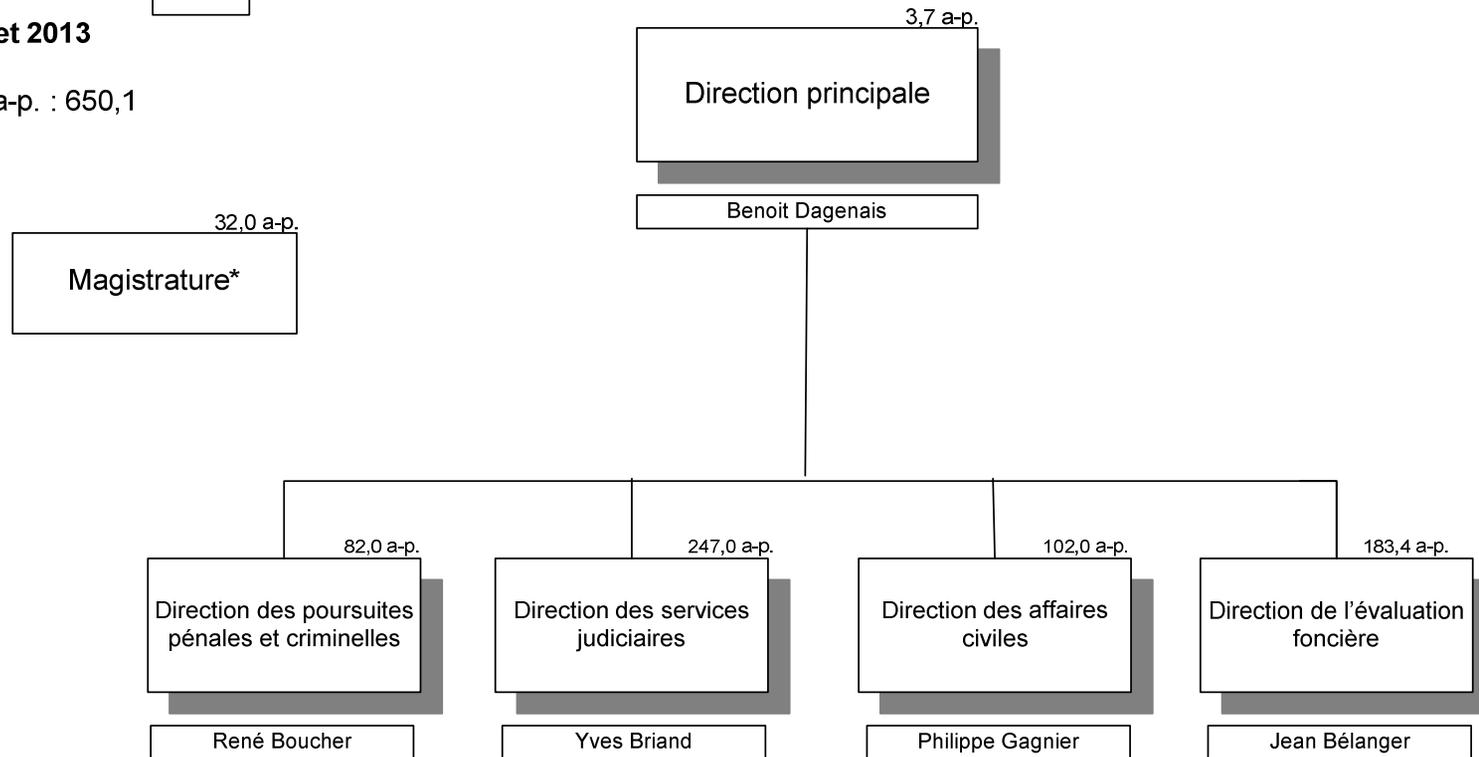
Service des affaires juridiques et de l'évaluation foncière

- Offrir des services-conseils en matière juridique ainsi que des services de négociation et de rédaction de contrats et d'actes notariés pour le compte des autorités administratives et politiques de la Ville et des arrondissements;
- Rédiger des règlements municipaux;
- Représenter la Ville devant les tribunaux et tribunaux administratifs;
- Assurer à la population de l'agglomération de Montréal les services d'une cour municipale ayant pour objectif d'offrir sur l'ensemble de l'île de Montréal une justice de proximité accessible à tous les justiciables;
- Assurer la représentation de la poursuite de la Ville de Montréal, des 15 autres municipalités de l'agglomération de Montréal, de la Communauté métropolitaine de Montréal (CMM), de la Société de transport de Montréal (STM) et de Sa Majesté la Reine dans les dossiers traités par la cour municipale, en matière pénale et criminelle relevant de sa compétence;
- Offrir les services d'un Bureau des réclamations auprès duquel les citoyens peuvent déposer leurs demandes d'indemnisation pour des dommages subis en raison d'une faute commise par la Ville ou l'un de ses employés;
- Produire, tenir à jour et défendre le rôle d'évaluation foncière des municipalités de l'agglomération de Montréal conformément aux dispositions de la Loi sur la fiscalité municipale.

Service des affaires juridiques et de l'évaluation foncière

Budget 2013

Total a-p. : 650,1



* La Direction des services judiciaires assure le soutien administratif de la magistrature.

Janvier 2013

Sommaire

Service des affaires juridiques et de l'évaluation foncière

Dépenses par activités

(en milliers de dollars)

	Conseil municipal				Conseil d'agglomération				Total			
	Réel Comparatif 2011	Budget Comparatif 2011	Budget Comparatif 2012	Budget 2013	Réel Comparatif 2011	Budget Comparatif 2011	Budget Comparatif 2012	Budget 2013	Réel Comparatif 2011	Budget Comparatif 2011	Budget Comparatif 2012	Budget 2013
Administration générale												
Application de la loi	11 661,7	11 205,6	11 791,1	12 335,3	45 170,2	46 726,3	46 536,8	47 661,4	56 831,9	57 931,9	58 327,9	59 996,7
Évaluation	-	-	-	-	14 923,3	18 809,0	18 940,9	18 812,6	14 923,3	18 809,0	18 940,9	18 812,6
Autres	-	71,4	162,1	173,3	-	22,1	158,4	452,6	-	93,5	320,5	625,9
Hygiène du milieu												
Réseau de distribution de l'eau potable	-	-	-	44,9	-	-	-	105,0	-	-	-	149,9
Réseaux d'égouts	-	-	-	44,9	-	-	-	105,2	-	-	-	150,1
Total	11 661,7	11 277,0	11 953,2	12 598,4	60 093,5	65 557,4	65 636,1	67 136,8	71 755,2	76 834,4	77 589,3	79 735,2

Revenus par activités

(en milliers de dollars)

	Conseil municipal				Conseil d'agglomération				Total			
	Réel Comparatif 2011	Budget Comparatif 2011	Budget Comparatif 2012	Budget 2013	Réel Comparatif 2011	Budget Comparatif 2011	Budget Comparatif 2012	Budget 2013	Réel Comparatif 2011	Budget Comparatif 2011	Budget Comparatif 2012	Budget 2013
Administration générale												
Application de la loi	90 385,3	99 199,2	99 291,0	102 991,0	84 476,8	81 133,8	88 850,0	90 795,7	174 862,1	180 333,0	188 141,0	193 786,7
Évaluation	-	-	-	-	1 568,2	800,0	70,0	70,0	1 568,2	800,0	70,0	70,0
Autres	565,6	526,2	526,2	526,2	0,5	-	-	-	566,1	526,2	526,2	526,2
Sécurité publique												
Autres	-	91,8	-	-	-	-	-	-	-	91,8	-	-
Total	90 950,9	99 817,2	99 817,2	103 517,2	86 045,5	81 933,8	88 920,0	90 865,7	176 996,4	181 751,0	188 737,2	194 382,9

Sommaire

Service des affaires juridiques et de l'évaluation foncière

Principaux écarts - volet des dépenses

(en années-personnes et en milliers de dollars)

	a.-p.	Conseil municipal	Conseil d'agglomération	Total
Comparatif 2012	656,8	11 953,2	65 636,1	77 589,3
Ajustements				
Indexation - rémunération et cotisations de l'employeur	-	390,8	2 126,6	2 517,4
Indexation - autres familles de dépenses	-	39,9	353,5	393,4
Ajustement locatif - Facturation immobilière, loyer et énergie	-	(94,7)	(33,2)	(127,9)
Création de la Direction des affaires civiles	2,0	300,0	-	300,0
Création de 2 postes permanents d'avocat financés par le Service de l'eau	2,0	89,8	210,2	300,0
Création d'un poste permanent de notaire financé par la Direction des stratégies et transactions immobilières	1,0	149,5	-	149,5
Réaménagements budgétaires				
Transferts entre directions	-	143,3	(143,3)	-
Restructuration de la Division administration	-	24,9	(24,9)	-
Stratégies de financement				
Plan de resserrement 2012	(11,7)	(368,7)	(957,8)	(1 326,5)
Transfert des crédits relatifs à la fonction administration	-	(29,6)	(30,4)	(60,0)
Variation totale	(6,7)	645,2	1 500,7	2 145,9
Budget 2013	650,1	12 598,4	67 136,8	79 735,2

Sommaire

Service des affaires juridiques et de l'évaluation foncière

Principaux écarts - volet des revenus

(en milliers de dollars)

	Conseil municipal	Conseil d'agglomération	Total
Comparatif 2012	99 817,2	88 920,0	188 737,2
Revenus compensatoires au plan de resserrement du Service de police (constats ADS)	3 700,0	1 200,0	4 900,0
Augmentation des frais d'émission de constats liés au système de reconnaissance des plaques d'immatriculation	-	745,7	745,7
Variation totale	3 700,0	1 945,7	5 645,7
Budget 2013	103 517,2	90 865,7	194 382,9

Revenus et dépenses par compétences*(en milliers de dollars)*

	Revenus				Dépenses			
	Réel Comparatif 2011	Budget Comparatif 2011	Budget Comparatif 2012	Budget 2013	Réel Comparatif 2011	Budget Comparatif 2011	Budget Comparatif 2012	Budget 2013
Conseil municipal	90 950,9	99 817,2	99 817,2	103 517,2	11 661,7	11 277,0	11 953,2	12 598,4
Conseil d'agglomération	86 045,5	81 933,8	88 920,0	90 865,7	60 093,5	65 557,4	65 636,1	67 136,8
Total	176 996,4	181 751,0	188 737,2	194 382,9	71 755,2	76 834,4	77 589,3	79 735,2

Dépenses par catégories d'emplois*(en milliers de dollars et en années-personnes)*

	\$			Années-personnes		
	Budget Comparatif 2011	Budget Comparatif 2012	Budget 2013	Budget Comparatif 2011 (1)	Budget Comparatif 2012	Budget 2013
Rémunération et cotisations de l'employeur						
Élus	-	-	-	-	-	-
Cadres et juges	13 752,9	14 486,4	15 032,2	70,0	70,0	71,0
Cols blancs et stagiaires	27 964,6	28 161,2	29 273,1	453,4	434,4	428,7
Professionnels et avocats en droit du travail	15 971,9	17 180,7	17 402,2	148,4	151,4	149,4
Policiers	-	-	-	-	-	-
Pompiers	-	-	-	-	-	-
Autre redressement	-	-	-	(3,3)	-	-
Cols bleus	60,7	63,0	64,8	1,0	1,0	1,0
Total	57 750,1	59 891,3	61 772,3	669,5	656,8	650,1

(1) Le budget comparatif 2011 des années-personnes tient compte d'un redressement de -3,3 postes en regard du transfert de la dotation au Service du capital humain.

Sommaire

Service des affaires juridiques et de l'évaluation foncière

Revenus par principaux objets

(en milliers de dollars)

	Réel Comparatif 2011	Budget Comparatif 2011	Budget Comparatif 2012	Budget 2013
Taxes	-	-	-	-
Paiements tenant lieu de taxes	-	-	-	-
Services rendus aux organismes municipaux	-	-	-	-
Autres services rendus	2 303,1	1 462,0	640,2	640,2
Autres revenus	172 793,3	178 489,0	183 097,0	188 792,7
Transferts	1 900,0	1 800,0	5 000,0	4 950,0
Total	176 996,4	181 751,0	188 737,2	194 382,9

Dépenses par objets

(en milliers de dollars)

	Réel Comparatif 2011	Budget Comparatif 2011	Budget Comparatif 2012	Budget 2013
Rémunération et cotisations de l'employeur	52 888,0	57 750,1	59 891,3	61 772,3
Transport et communication	2 491,5	2 111,1	1 908,8	2 013,4
Services professionnels	1 914,5	1 856,7	1 454,2	1 589,1
Services techniques et autres	8 330,2	8 322,7	7 863,4	7 815,2
Location, entretien et réparation	4 854,3	4 929,1	4 977,0	5 152,7
Biens non durables	1 031,3	1 552,8	1 330,3	1 158,2
Biens durables	167,8	251,5	241,5	234,3
Frais de financement	-	-	-	-
Contributions à des organismes	-	-	-	-
Autres objets	77,6	60,4	(77,2)	-
Financement	-	-	-	-
Total	71 755,2	76 834,4	77 589,3	79 735,2

Principales réalisations 2012

Service des affaires juridiques et de l'évaluation foncière

Engagements 2012

- Maintien de l'expertise interne et diffusion accrue de cette expertise, entre autres par une implication soutenue dans les dossiers stratégiques de la Ville;

- Traitement presque exclusivement à l'interne des dossiers de contestation de la valeur foncière du rôle foncier 2011-2013 dans un contexte d'augmentation d'environ 36 % de contestations déposées au Tribunal administratif du Québec entre le rôle 2007-2011;

- Poursuivre les démarches visant le réaménagement de l'édifice du chef-lieu de la cour;

- Mise en place du plan d'action élaboré dans le cadre du processus de mobilisation et d'amélioration de la performance;

- Amorçage des travaux de confection des rôles 2014-2016;

- Traitement des requêtes au Tribunal administratif du Québec;

Réalisations 2012

- Représentation à l'interne par les avocats des Affaires civiles dans les dossiers majeurs et stratégiques;

- Embauche d'un avocat pour le poste de veille législative afin d'assurer le soutien principalement aux arrondissements en les informant de toute nouvelle législation, réglementation pouvant toucher les activités municipales;

- Diffusion à l'échelle de la Ville d'un bulletin juridique mensuel;

- Sur 499 dossiers ouverts en 2012 seulement 6 dossiers ont été traités à l'externe;

- Le programme fonctionnel pour l'ensemble de l'immeuble a été rédigé. Les architectes et ingénieurs retenus lors de l'appel d'offres travaillent présentement à l'élaboration du plan directeur;

- Le plan d'action a été réalisé presque à 100%, chaque volet étant touché. L'objectif de l'équilibre des tâches comprenait des modifications à la projection (faites) et l'exploration d'une solution informatique (analyse terminée);

- Collecte de données économiques;
- Révision des unités de voisinage;
- Évaluation des taux de terrain et calcul des valeurs;
- Analyses et visites de ventes;
- Transmission des avis désignant les immeubles à vocation unique;

- 474 requêtes résidentielles traitées (soit 87%);
- 152 requêtes non résidentielles traitées (soit 41%);

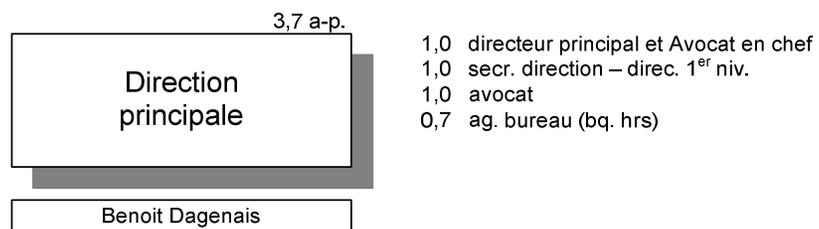


SERVICE DES AFFAIRES JURIDIQUES ET DE L'ÉVALUATION FONCIÈRE

PRÉVISIONS BUDGÉTAIRES 2013
DIRECTION PRINCIPALE

Service des affaires juridiques et de l'évaluation foncière

Total a-p. : 3,7



Janvier 2013

Principaux écarts - volet des dépenses*(en années-personnes et en milliers de dollars)*

	a.-p.	Conseil municipal	Conseil d'agglomération	Total
Comparatif 2012	7,4	2 732,1	193,9	2 926,0
Ajustements				
Indexation - rémunération et cotisations de l'employeur	-	9,7	55,3	65,0
Indexation - autres familles de dépenses	-	10,8	-	10,8
Ajustement locatif - Facturation immobilière, loyer et énergie	-	13,5	-	13,5
Création de la Direction des affaires civiles	-	48,8	-	48,8
Réaménagements budgétaires				
Transfert à la Direction des affaires civiles ⁽¹⁾	(4,0)	(1 836,4)	-	(1 836,4)
Transfert de la Direction des poursuites pénales et criminelles ⁽²⁾	-	14,0	1 000,0	1 014,0
Transfert de la Direction de l'évaluation foncière	-	140,0	-	140,0
Restructuration de la Division administration	-	24,9	(24,9)	-
Transfert des Directions - fonction administration	-	2,0	71,2	73,2
Stratégies de financement				
Plan de resserrement 2012	0,3	(171,9)	-	(171,9)
Transfert des crédits relatifs à la fonction administration	-	(29,6)	(30,4)	(60,0)
Variation totale	(3,7)	(1 774,2)	1 071,2	(703,0)
Budget 2013	3,7	957,9	1 265,1	2 223,0

(1) Pour la création de la Direction des affaires civiles.

(2) Transfert des honoraires professionnels, dont 1 000,0\$ relatif au projet pilote des procureurs.

Revenus et dépenses par compétences*(en milliers de dollars)*

	Revenus				Dépenses			
	Réel Comparatif 2011	Budget Comparatif 2011	Budget Comparatif 2012	Budget 2013	Réel Comparatif 2011	Budget Comparatif 2011	Budget Comparatif 2012	Budget 2013
Conseil municipal	600,8	586,2	586,2	586,2	2 590,8	2 277,3	2 732,1	957,9
Conseil d'agglomération	-	-	-	-	314,9	(39,3)	193,9	1 265,1
Total	600,8	586,2	586,2	586,2	2 905,7	2 238,0	2 926,0	2 223,0

Dépenses par catégories d'emplois*(en milliers de dollars et en années-personnes)*

	\$			Années-personnes		
	Budget Comparatif 2011	Budget Comparatif 2012	Budget 2013	Budget Comparatif 2011 (1)	Budget Comparatif 2012	Budget 2013
Rémunération et cotisations de l'employeur						
Élus	-	-	-	-	-	-
Cadres	219,2	395,7	198,6	2,0	1,0	1,0
Cols blancs et stagiaires	459,1	687,7	232,0	6,4	5,4	1,7
Professionnels	117,8	134,5	141,7	1,0	1,0	1,0
Policiers	-	-	-	-	-	-
Pompiers	-	-	-	-	-	-
Autre redressement	-	-	-	(3,3)	-	-
Cols bleus	60,7	-	-	1,0	-	-
Total	856,8	1 217,9	572,3	7,1	7,4	3,7

(1) Le budget comparatif 2011 des années-personnes tient compte d'un redressement de -3,3 postes en regard du transfert de la dotation au Service du capital humain.

Revenus par principaux objets*(en milliers de dollars)*

	Réel Comparatif 2011	Budget Comparatif 2011	Budget Comparatif 2012	Budget 2013
Taxes	-	-	-	-
Paiements tenant lieu de taxes	-	-	-	-
Services rendus aux organismes municipaux	-	-	-	-
Autres services rendus	565,6	526,2	526,2	526,2
Autres revenus	35,2	60,0	60,0	60,0
Transferts	-	-	-	-
Total	600,8	586,2	586,2	586,2

Dépenses par objets*(en milliers de dollars)*

	Réel Comparatif 2011	Budget Comparatif 2011	Budget Comparatif 2012	Budget 2013
Rémunération et cotisations de l'employeur	830,6	856,8	1 217,9	572,3
Transport et communication	147,2	131,0	137,4	11,2
Services professionnels	1 192,8	273,9	322,7	1 574,2
Services techniques et autres	312,6	349,0	340,3	30,6
Location, entretien et réparation	618,9	616,9	631,8	3,9
Biens non durables	191,5	413,0	308,1	25,3
Biens durables	64,7	50,0	45,0	5,5
Frais de financement	-	-	-	-
Contributions à des organismes	-	-	-	-
Autres objets	(452,6)	(452,6)	(77,2)	-
Financement	-	-	-	-
Total	2 905,7	2 238,0	2 926,0	2 223,0



SERVICE DES AFFAIRES JURIDIQUES ET DE L'ÉVALUATION FONCIÈRE

PRÉVISIONS BUDGÉTAIRES 2013
DIRECTION DES AFFAIRES CIVILES

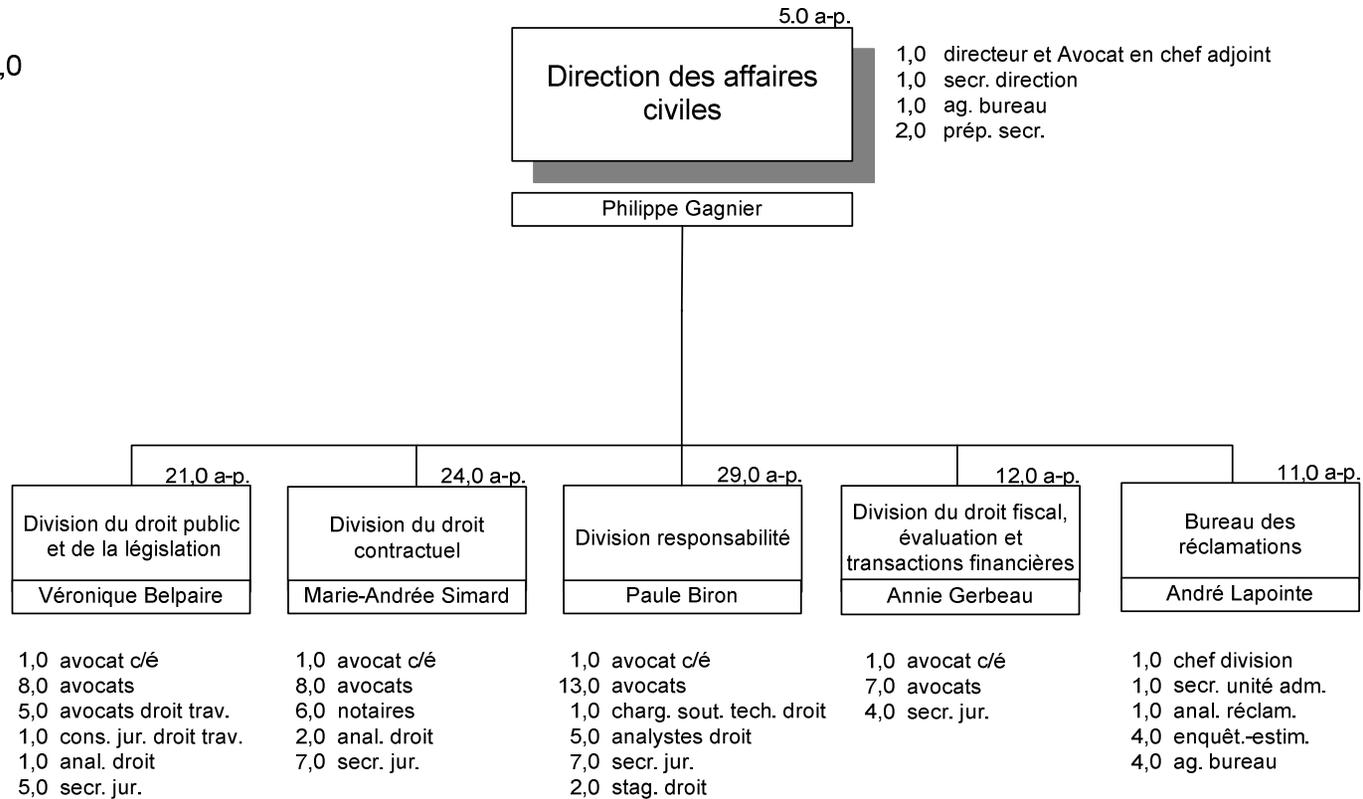
Mission

Direction des Affaires civiles

- Offrir des services-conseils en matière juridique ainsi que des services de négociation et de rédaction de contrats et d'actes notariés pour le compte des autorités administratives et politiques de la Ville et des arrondissements;
- Rédiger des règlements municipaux;
- Représenter la Ville devant les tribunaux et tribunaux administratifs;
- Offrir les services d'un Bureau des réclamations auprès duquel les citoyens peuvent déposer leurs demandes d'indemnisation pour des dommages subis en raison d'une faute commise par la Ville ou l'un de ses employés.

Service des affaires juridiques et de l'évaluation foncière

Total a-p. : 102,0



Janvier 2013

Sommaire

Direction des Affaires civiles

Principaux écarts - volet des dépenses

(en années-personnes et en milliers de dollars)

	a.-p.	Conseil municipal	Conseil d'agglomération	Total
Comparatif 2012	95,0	9 221,1	-	9 221,1
Ajustements				
Indexation - rémunération et cotisations de l'employeur	-	381,1	-	381,1
Indexation - autres familles de dépenses	-	29,1	-	29,1
Ajustement locatif - Facturation immobilière, loyer et énergie	-	(108,2)	-	(108,2)
Création de la Direction des affaires civiles	2,0	251,2	-	251,2
Création de 2 postes permanents d'avocat financés par le Service de l'eau	2,0	89,8	210,2	300,0
Création d'un poste permanent de notaire financé par la Direction des stratégies et transactions immobilières	1,0	149,5	-	149,5
Réaménagements budgétaires				
Transfert de la Direction principale ⁽¹⁾	4,0	1 836,4	-	1 836,4
Transfert à la Direction principale - fonction administration	-	(12,7)	-	(12,7)
Stratégies de financement				
Plan de resserrement 2012	(2,0)	(196,8)	-	(196,8)
Variation totale	7,0	2 419,4	210,2	2 629,6
Budget 2013	102,0	11 640,5	210,2	11 850,7

(1) Pour la création de la Direction des affaires civiles.

Revenus et dépenses par compétences*(en milliers de dollars)*

	Revenus				Dépenses			
	Réel Comparatif 2011	Budget Comparatif 2011	Budget Comparatif 2012	Budget 2013	Réel Comparatif 2011	Budget Comparatif 2011	Budget Comparatif 2012	Budget 2013
Conseil municipal	134,8	-	-	-	9 070,9	8 999,7	9 221,1	11 640,5
Conseil d'agglomération	-	-	-	-	-	-	-	210,2
Total	134,8	-	-	-	9 070,9	8 999,7	9 221,1	11 850,7

Dépenses par catégories d'emplois*(en milliers de dollars et en années-personnes)*

	\$			Années-personnes		
	Budget Comparatif 2011	Budget Comparatif 2012	Budget 2013	Budget Comparatif 2011	Budget Comparatif 2012	Budget 2013
Rémunération et cotisations de l'employeur						
Élus	-	-	-	-	-	-
Cadres	742,9	903,3	1 304,8	5,0	6,0	7,0
Cols blancs et stagiaires	2 772,8	2 696,9	3 133,2	47,0	44,0	48,0
Professionnels et avocats en droit du travail	4 643,9	5 607,6	5 994,0	40,0	45,0	47,0
Policiers	-	-	-	-	-	-
Pompiers	-	-	-	-	-	-
Autre redressement	-	-	-	-	-	-
Cols bleus	-	-	-	-	-	-
Total	8 159,6	9 207,8	10 432,0	92,0	95,0	102,0

Revenus par principaux objets*(en milliers de dollars)*

	Réel Comparatif 2011	Budget Comparatif 2011	Budget Comparatif 2012	Budget 2013
Taxes	-	-	-	-
Paiements tenant lieu de taxes	-	-	-	-
Services rendus aux organismes municipaux	-	-	-	-
Autres services rendus	134,8	-	-	-
Autres revenus	-	-	-	-
Transferts	-	-	-	-
Total	134,8	-	-	-

Dépenses par objets*(en milliers de dollars)*

	Réel Comparatif 2011	Budget Comparatif 2011	Budget Comparatif 2012	Budget 2013
Rémunération et cotisations de l'employeur	8 542,1	8 159,6	9 207,8	10 432,0
Transport et communication	15,8	-	13,3	147,8
Services professionnels	-	327,1	-	-
Services techniques et autres	-	-	-	353,1
Location, entretien et réparation	-	-	-	543,2
Biens non durables	-	-	-	342,3
Biens durables	-	-	-	32,3
Frais de financement	-	-	-	-
Contributions à des organismes	-	-	-	-
Autres objets	513,0	513,0	-	-
Financement	-	-	-	-
Total	9 070,9	8 999,7	9 221,1	11 850,7

Principales réalisations 2012

Direction des Affaires civiles

Engagements 2012

- Maintien de l'expertise interne et diffusion accrue de cette expertise, entre autres par une implication soutenue dans les dossiers stratégiques de la Ville;

- Recouvrement des montants dus à la Ville de Montréal: soutien aux arrondissements et services centraux afin d'assurer la récupération de leurs créances (dommages causés par des tiers, occupation du domaine public, etc.);

- Traitement presque exclusivement à l'interne des dossiers de contestation de la valeur foncière du rôle foncier 2011-2013 dans un contexte d'augmentation d'environ 36 % de contestations déposées au Tribunal administratif du Québec entre le rôle 2007-2011;

- Poursuite des démarches visant à offrir des services juridiques aux organismes partenaires du milieu municipal;

- Poursuite du développement du système informatisé de gestion des réclamations afin de l'implanter en 2013.

Réalisations 2012

- Représentation à l'interne par les avocats des Affaires civiles dans les dossiers majeurs et stratégiques;

- Embauche d'un avocat pour le poste de veille législative afin d'assurer le soutien principalement aux arrondissements en les informant de toute nouvelle législation, réglementation pouvant toucher les activités municipales;

- Diffusion à l'échelle de la Ville d'un bulletin juridique mensuel;

- Plusieurs discussions pour la réalisation de ce mandat ont eu lieu avec le Service des finances et nous pouvons considérer que celui-ci est réalisé à environ 50% et se terminera au cours de l'année 2013;

- Sur 499 dossiers ouverts en 2012 seulement 6 dossiers ont été traités à l'externe;

- Une entente a été conclue avec la SHDM pour lui offrir les services juridiques dont elle a besoin. À cet effet, une nouvelle ressource avocat sera intégrée à la direction. Une évaluation de la démarche sera effectuée au cours des prochains mois;

- Le système du Bureau des réclamations est pratiquement terminé et sa mise en exploitation est prévue pour avril 2013.

Priorités 2013

Direction des affaires civiles

- Maintien de l'expertise dans des domaines de droit spécifiques (expropriation, régime de retraite, etc.) à la suite du départ à la retraite des avocats spécialisés;
- Développement, en collaboration avec le Greffe, d'un nouveau système de rédaction, consultation et administration en matière réglementaire;
- Poursuite et conclusion du projet pilote en droit du travail;
- Finaliser le système informatisé de gestion des réclamations afin de l'implanter au printemps 2013;
- Finaliser le transfert au Service des finances du mandat de recouvrement des montants dus à la Ville de Montréal et maintien du soutien aux arrondissements et services centraux afin d'assurer la récupération de leurs créances (dommages causés par des tiers, occupation du domaine public, etc.).



SERVICE DES AFFAIRES JURIDIQUES ET DE L'ÉVALUATION FONCIÈRE

PRÉVISIONS BUDGÉTAIRES 2013
DIRECTION DES SERVICES JUDICIAIRES

Mission

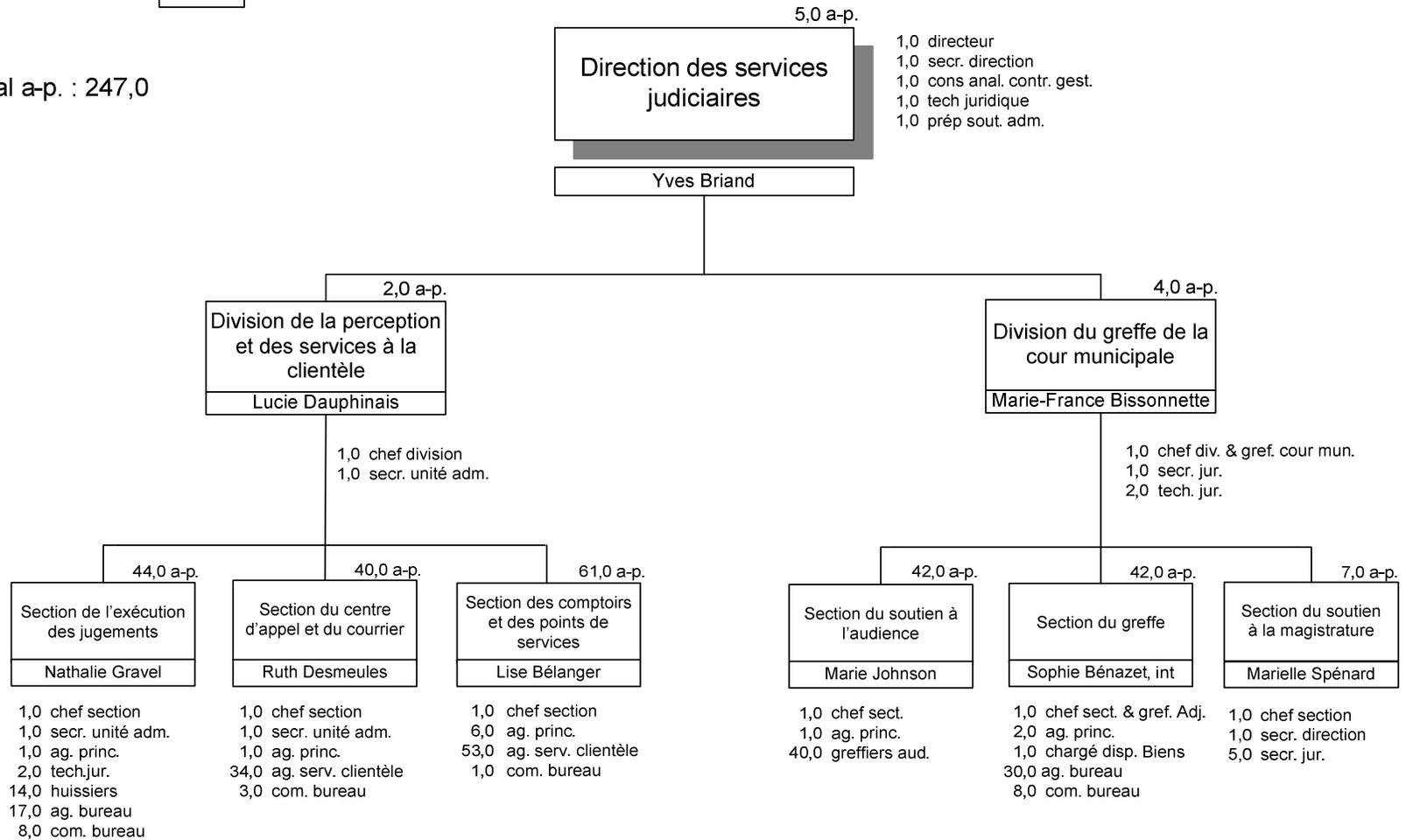
Direction des services judiciaires

Assurer à la population de l'agglomération de Montréal, les services d'une cour municipale ayant pour objectif d'offrir sur l'ensemble de l'île de Montréal une justice de proximité accessible à tous les justiciables et à cette fin, voir plus particulièrement à la réalisation des fonctions suivantes :

- Le traitement des procédures déposées devant la cour municipale de la Ville de Montréal;
- La tenue des auditions au chef-lieu ainsi que dans les points de service répartis sur le territoire de l'île de Montréal;
- L'exécution des jugements rendus par la cour municipale et la perception des frais et des amendes en découlant.

Service des affaires juridiques et de l'évaluation foncière

Total a-p. : 247,0



Janvier 2013

Sommaire

Direction des services judiciaires

Principaux écarts - volet des dépenses

(en années-personnes et en milliers de dollars)

	a.-p.	Conseil municipal	Conseil d'agglomération	Total
Comparatif 2012	249,0	-	28 220,2	28 220,2
Ajustements				
Indexation - rémunération et cotisations de l'employeur	-	-	959,9	959,9
Indexation - autres familles de dépenses	-	-	255,3	255,3
Ajustement locatif - Facturation immobilière, loyer et énergie	-	-	(75,3)	(75,3)
Réaménagements budgétaires				
Transfert de la Magistrature	-	-	65,9	65,9
Transfert à la Direction principale - fonction administration	-	-	(31,4)	(31,4)
Transfert de la Direction principale	-	-	1,0	1,0
Transfert de la Direction des poursuites pénales et criminelles	-	-	9,7	9,7
Facturation immobilière et énergie ⁽¹⁾	-	-	(757,6)	(757,6)
Stratégies de financement				
Plan de resserrement 2012	(2,0)	-	(106,5)	(106,5)
Variation totale	(2,0)	-	321,0	321,0
Budget 2013	247,0	-	28 541,2	28 541,2

(1) Nouvelle répartition des dépenses immobilières avec la Direction des poursuites pénales et criminelles.

Sommaire

Direction des services judiciaires

Principaux écarts - volet des revenus

(en milliers de dollars)

	Conseil municipal	Conseil d'agglomération	Total
Comparatif 2012	99 231,0	88 850,0	188 081,0
Revenus compensatoires au plan de resserrement du Service de police (constats ADS)	3 700,0	1 200,0	4 900,0
Augmentation des frais d'émission de constats liés au système de reconnaissance des plaques d'immatriculation	-	745,7	745,7
Variation totale	3 700,0	1 945,7	5 645,7
Budget 2013	102 931,0	90 795,7	193 726,7

Revenus et dépenses par compétences*(en milliers de dollars)*

	Revenus				Dépenses			
	Réel Comparatif 2011	Budget Comparatif 2011	Budget Comparatif 2012	Budget 2013	Réel Comparatif 2011	Budget Comparatif 2011	Budget Comparatif 2012	Budget 2013
Conseil municipal	90 215,3	99 231,0	99 231,0	102 931,0	-	-	-	-
Conseil d'agglomération	84 477,2	81 133,8	88 850,0	90 795,7	28 642,9	37 610,3	28 220,2	28 541,2
Total	174 692,5	180 364,8	188 081,0	193 726,7	28 642,9	37 610,3	28 220,2	28 541,2

Dépenses par catégories d'emplois*(en milliers de dollars et en années-personnes)*

	\$			Années-personnes		
	Budget Comparatif 2011	Budget Comparatif 2012	Budget 2013	Budget Comparatif 2011	Budget Comparatif 2012	Budget 2013
Rémunération et cotisations de l'employeur						
Élus	-	-	-	-	-	-
Cadres	1 923,2	1 162,6	1 256,3	14,0	9,0	9,0
Cols blancs et stagiaires	17 816,2	15 680,5	16 436,9	287,0	239,0	237,0
Professionnels	4 592,6	89,7	98,1	41,0	1,0	1,0
Policiers	-	-	-	-	-	-
Pompiers	-	-	-	-	-	-
Autre redressement	-	-	-	-	-	-
Cols bleus	-	-	-	-	-	-
Total	24 332,0	16 932,8	17 791,3	342,0	249,0	247,0

Note: Les données antérieures à l'exercice 2012 relatives au budget proviennent de l'ancienne Direction des affaires pénales et criminelles

Sommaire

Direction des services judiciaires

Revenus par principaux objets

(en milliers de dollars)

	Réel Comparatif 2011	Budget Comparatif 2011	Budget Comparatif 2012	Budget 2013
Taxes	-	-	-	-
Paiements tenant lieu de taxes	-	-	-	-
Services rendus aux organismes municipaux	-	-	-	-
Autres services rendus	34,6	135,8	44,0	44,0
Autres revenus	172 757,9	178 429,0	183 037,0	188 732,7
Transferts	1 900,0	1 800,0	5 000,0	4 950,0
Total	174 692,5	180 364,8	188 081,0	193 726,7

Dépenses par objets

(en milliers de dollars)

	Réel Comparatif 2011	Budget Comparatif 2011	Budget Comparatif 2012	Budget 2013
Rémunération et cotisations de l'employeur	16 654,5	24 332,0	16 932,8	17 791,3
Transport et communication	2 022,8	1 374,1	1 053,2	1 310,4
Services professionnels	58,3	1 109,0	14,0	14,0
Services techniques et autres	6 331,7	7 047,7	6 683,9	6 683,9
Location, entretien et réparation	2 756,2	2 802,1	2 787,1	2 327,9
Biens non durables	751,7	895,4	711,7	376,2
Biens durables	67,7	50,0	37,5	37,5
Frais de financement	-	-	-	-
Contributions à des organismes	-	-	-	-
Autres objets	-	-	-	-
Financement	-	-	-	-
Total	28 642,9	37 610,3	28 220,2	28 541,2

Note: Les données antérieures à l'exercice 2012 relatives au budget proviennent de l'ancienne Direction des affaires pénales et criminelles

Principales réalisations 2012

Direction des services judiciaires

Engagements 2012

- Poursuivre les démarches visant le réaménagement de l'édifice du chef-lieu de la cour;

- Réorganisation de la cour dans le secteur sud-ouest : démarches visant l'ouverture d'un point de service répondant aux besoins tant au niveau de l'audience que du service à la clientèle;

- Appel d'offres et refonte du système Imagétique de la cour;

- Mise en place d'une nouvelle plateforme téléphonique pour le centre d'appels;

- Signature d'une entente avec l'Agence de la santé et des services sociaux assurant la pérennité du Tribunal de la santé mentale.

Réalisations 2012

- Le programme fonctionnel pour l'ensemble de l'immeuble a été rédigé. Les architectes et ingénieurs retenus lors de l'appel d'offres travaillent présentement à l'élaboration du plan directeur;

- En collaboration avec la DSTI, nous procédons à l'analyse des deux sites retenus pour le futur point de service du sud de l'île;

- Octroi du contrat à la firme CGI pour une durée de 48 mois. Modernisation des serveurs et mise à jour du système Workflow;

- Le choix de la nouvelle plateforme pour le centre d'appels a été fait. Malheureusement, le manque de disponibilité budgétaire nous oblige à reporter la réalisation du projet au début de l'année 2013;

- Un projet d'entente a été rédigé et transmis à l'Agence de la santé et des services sociaux. L'Agence et le ministère ont confirmé l'expertise de la cour municipale et désirent assurer la pérennité du programme.

Priorités 2013

Direction des services judiciaires

- Poursuite de la mise en œuvre des plans d'action élaborés dans le cadre du processus de mobilisation et de l'amélioration de la performance;
- Développement informatique : SICMA II et Courtweb;
- Développement informatique : Signification des procédures par courrier;
- Réorganisation de notre service à la clientèle;
- Création, développement et mise en place d'un site intranet pour la Direction des services judiciaires.



SERVICE DES AFFAIRES JURIDIQUES ET DE L'ÉVALUATION FONCIÈRE

PRÉVISIONS BUDGÉTAIRES 2013
DIRECTION DES POURSUITES PÉNALES ET CRIMINELLES

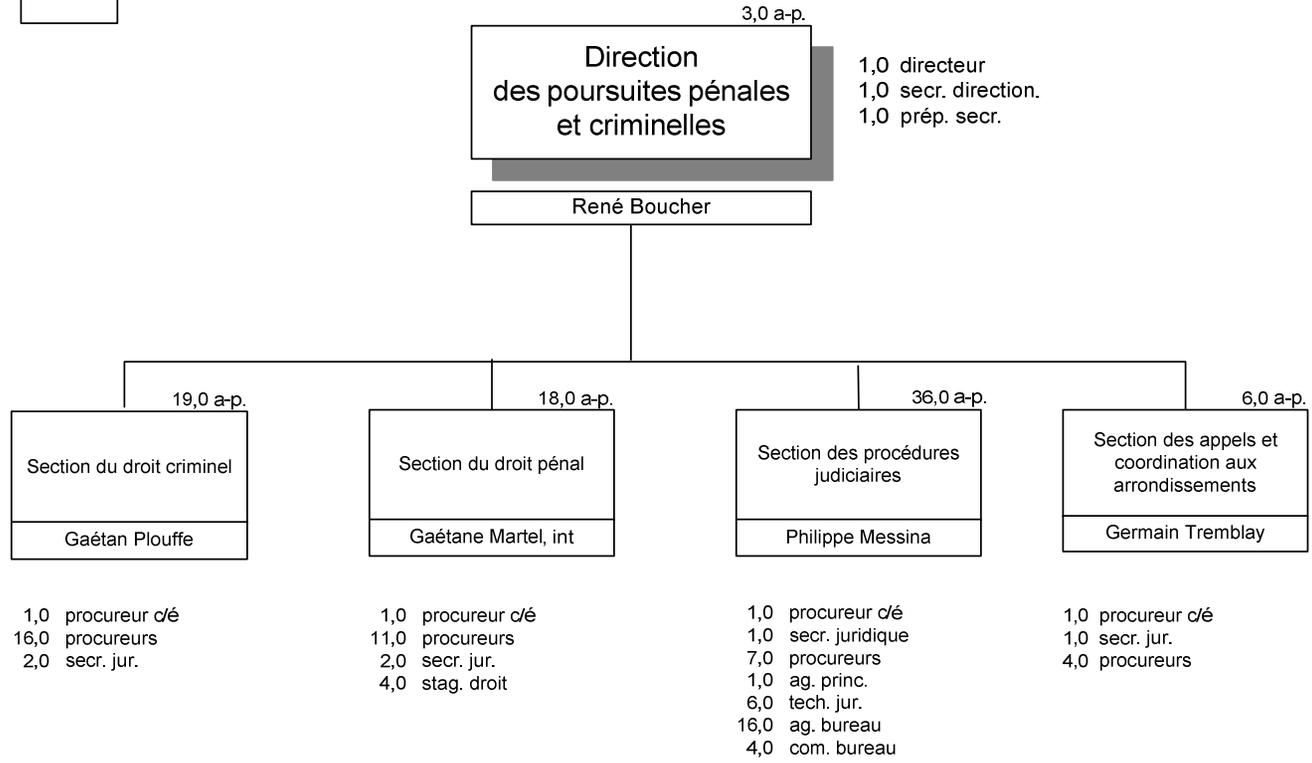
Mission

Direction des poursuites pénales et criminelles

Assurer la représentation de la poursuite de la Ville de Montréal, des 15 autres municipalités de l'agglomération de Montréal, de la Communauté métropolitaine de Montréal (CMM), de la Société de transport de Montréal (STM) et de Sa Majesté la Reine dans les dossiers traités par la cour municipale, en matière pénale et criminelle relevant de sa compétence.

Service des affaires juridiques et de l'évaluation foncière

Total a-p. : 82,0



Janvier 2013

Sommaire

Direction des poursuites pénales et criminelles

Principaux écarts - volet des dépenses

(en années-personnes et en milliers de dollars)

	a.-p.	Conseil municipal	Conseil d'agglomération	Total
Comparatif 2012	84,0	-	9 250,7	9 250,7
Ajustements				
Indexation - rémunération et cotisations de l'employeur	-	-	351,7	351,7
Indexation - autres familles de dépenses	-	-	33,1	33,1
Réaménagements budgétaires				
Transfert à la Direction principale ⁽¹⁾	-	-	(1 014,0)	(1 014,0)
Transfert à la Direction des services judiciaires	-	-	(9,7)	(9,7)
Transfert à la Direction principale - fonction administration	-	-	(8,8)	(8,8)
Nouvelle facturation immobilière et énergie ⁽²⁾	-	-	757,6	757,6
Stratégies de financement				
Plan de resserrement 2012	(2,0)	-	(278,7)	(278,7)
Variation totale	(2,0)	-	(168,8)	(168,8)
Budget 2013	82,0	-	9 081,9	9 081,9

(1) Transfert des honoraires professionnels, dont 1 000,0\$ relatif au projet pilote des procureurs.

(2) Nouvelle répartition des dépenses immobilières avec la Direction des services judiciaires.

Revenus et dépenses par compétences*(en milliers de dollars)*

	Revenus				Dépenses			
	Réel Comparatif 2011	Budget Comparatif 2011	Budget Comparatif 2012	Budget 2013	Réel Comparatif 2011	Budget Comparatif 2011	Budget Comparatif 2012	Budget 2013
Conseil municipal	-	-	-	-	-	-	-	-
Conseil d'agglomération	-	-	-	-	7 927,7	-	9 250,7	9 081,9
Total	-	-	-	-	7 927,7	-	9 250,7	9 081,9

Dépenses par catégories d'emplois*(en milliers de dollars et en années-personnes)*

	\$			Années-personnes		
	Budget Comparatif 2011	Budget Comparatif 2012	Budget 2013	Budget Comparatif 2011	Budget Comparatif 2012	Budget 2013
Rémunération et cotisations de l'employeur						
Élus	-	-	-	-	-	-
Cadres	-	920,5	967,8	-	5,0	5,0
Cols blancs et stagiaires	-	2 246,0	2 366,6	-	39,0	39,0
Professionnels	-	4 578,3	4 472,6	-	40,0	38,0
Policiers	-	-	-	-	-	-
Pompiers	-	-	-	-	-	-
Autre redressement	-	-	-	-	-	-
Cols bleus	-	-	-	-	-	-
Total	-	7 744,8	7 807,0	-	84,0	82,0

Sommaire

Direction des poursuites pénales et criminelles

Revenus par principaux objets

(en milliers de dollars)

	Réel Comparatif 2011	Budget Comparatif 2011	Budget Comparatif 2012	Budget 2013
Taxes	-	-	-	-
Paiements tenant lieu de taxes	-	-	-	-
Services rendus aux organismes municipaux	-	-	-	-
Autres services rendus	-	-	-	-
Autres revenus	-	-	-	-
Transferts	-	-	-	-
Total	-	-	-	-

Dépenses par objets

(en milliers de dollars)

	Réel Comparatif 2011	Budget Comparatif 2011	Budget Comparatif 2012	Budget 2013
Rémunération et cotisations de l'employeur	7 280,4	-	7 744,8	7 807,0
Transport et communication	-	-	121,5	122,6
Services professionnels	647,3	-	1 014,0	-
Services techniques et autres	-	-	196,0	196,0
Location, entretien et réparation	-	-	29,7	687,3
Biens non durables	-	-	132,2	256,5
Biens durables	-	-	12,5	12,5
Frais de financement	-	-	-	-
Contributions à des organismes	-	-	-	-
Autres objets	-	-	-	-
Financement	-	-	-	-
Total	7 927,7	-	9 250,7	9 081,9

Principales réalisations 2012

Direction des poursuites pénales et criminelles

Engagements 2012

- Mise en place du plan d'action élaboré dans le cadre du processus de mobilisation et d'amélioration de la performance;
- Implantation d'un mécanisme de mentorat en soutien aux jeunes procureurs;
- Implantation de l'organisation du site intranet et développement du moteur de recherche pour soutien aux procureurs;
- Révision des critères et des procédures de désassignation en matière pénale;
- Étude et analyse des besoins afin d'améliorer les procédures d'assignation des tâches des procureurs.

Réalisations 2012

- Le plan d'action a été réalisé presque à 100% chaque volet étant touché. L'objectif de l'équilibre des tâches comprenait des modifications à la projection (faites) et l'exploration d'une solution informatique (analyse terminée);
- Un projet pilote de "coaching ciblé" pour les jeunes procureurs est en cours et sera évalué;
- Le moteur de recherche a été développé et intégré dans le répertoire commun des usagers. L'analyse de l'organisation du site intranet a été complétée;
- Les critères et les procédures de désassignation ont été révisés de concert avec la Magistrature et sont en fonction;
- L'étude et l'analyse des besoins afin d'améliorer les procédures d'assignation des tâches des procureurs ont été complétées. La projection et ses documents connexes sont intégrés dans le système informatique pour consultation par les procureurs.

Priorités 2013

Direction des poursuites pénales et criminelles

- Développement d'un programme de «*coaching ciblé*» dans le cadre du plan d'intégration et de formation des jeunes procureurs;
- Dépôt des informations pertinentes à la Direction des poursuites pénales et criminelles dans le site intranet;
- Implantation des procédures d'assignation des tâches des procureurs dans le système SICMA de la cour municipale;
- Implantation d'un programme social relatif à la violence faite aux aînés.



SERVICE DES AFFAIRES JURIDIQUES ET DE L'ÉVALUATION FONCIÈRE

PRÉVISIONS BUDGÉTAIRES 2013
MAGISTRATURE

Service des affaires juridiques et de l'évaluation foncière

Total a-p. : 32,0

32,0 a-p.
Magistrature*

* La Direction des services judiciaires assure le soutien administratif de la magistrature.

Janvier 2013

Principaux écarts - volet des dépenses*(en années-personnes et en milliers de dollars)*

	a.-p.	Conseil municipal	Conseil d'agglomération	Total
Comparatif 2012	32,0	-	8 994,6	8 994,6
Ajustements				
Indexation - rémunération et cotisations de l'employeur	-	-	20,3	20,3
Réaménagements budgétaires				
Transfert à la Direction des services judiciaires	-	-	(65,9)	(65,9)
Variation totale	-	-	(45,6)	(45,6)
Budget 2013	32,0	-	8 949,0	8 949,0

Revenus et dépenses par compétences*(en milliers de dollars)*

	Revenus				Dépenses			
	Réel Comparatif 2011	Budget Comparatif 2011	Budget Comparatif 2012	Budget 2013	Réel Comparatif 2011	Budget Comparatif 2011	Budget Comparatif 2012	Budget 2013
Conseil municipal	-	-	-	-	-	-	-	-
Conseil d'agglomération	-	-	-	-	8 005,2	8 992,0	8 994,6	8 949,0
Total	-	-	-	-	8 005,2	8 992,0	8 994,6	8 949,0

Dépenses par catégories d'emplois*(en milliers de dollars et en années-personnes)*

	\$			Années-personnes		
	Budget Comparatif 2011	Budget Comparatif 2012	Budget 2013	Budget Comparatif 2011	Budget Comparatif 2012	Budget 2013
Rémunération et cotisations de l'employeur						
Élus	-	-	-	-	-	-
Juges	8 525,4	8 743,7	8 764,0	31,0	32,0	32,0
Cols blancs et stagiaires	-	-	-	-	-	-
Professionnels	-	-	-	-	-	-
Policiers	-	-	-	-	-	-
Pompiers	-	-	-	-	-	-
Autre redressement	-	-	-	-	-	-
Cols bleus	-	-	-	-	-	-
Total	8 525,4	8 743,7	8 764,0	31,0	32,0	32,0

Revenus par principaux objets*(en milliers de dollars)*

	Réel Comparatif 2011	Budget Comparatif 2011	Budget Comparatif 2012	Budget 2013
Taxes	-	-	-	-
Paiements tenant lieu de taxes	-	-	-	-
Services rendus aux organismes municipaux	-	-	-	-
Autres services rendus	-	-	-	-
Autres revenus	-	-	-	-
Transferts	-	-	-	-
Total	-	-	-	-

Dépenses par objets*(en milliers de dollars)*

	Réel Comparatif 2011	Budget Comparatif 2011	Budget Comparatif 2012	Budget 2013
Rémunération et cotisations de l'employeur	6 489,9	8 525,4	8 743,7	8 764,0
Transport et communication	3,0	17,1	17,1	23,1
Services professionnels	-	0,9	0,9	0,9
Services techniques et autres	1 468,7	400,9	200,9	129,0
Location, entretien et réparation	26,6	-	-	-
Biens non durables	7,3	41,5	25,8	25,8
Biens durables	9,7	6,2	6,2	6,2
Frais de financement	-	-	-	-
Contributions à des organismes	-	-	-	-
Autres objets	-	-	-	-
Financement	-	-	-	-
Total	8 005,2	8 992,0	8 994,6	8 949,0



SERVICE DES AFFAIRES JURIDIQUES ET DE L'ÉVALUATION FONCIÈRE

PRÉVISIONS BUDGÉTAIRES 2013
DIRECTION DE L'ÉVALUATION FONCIÈRE

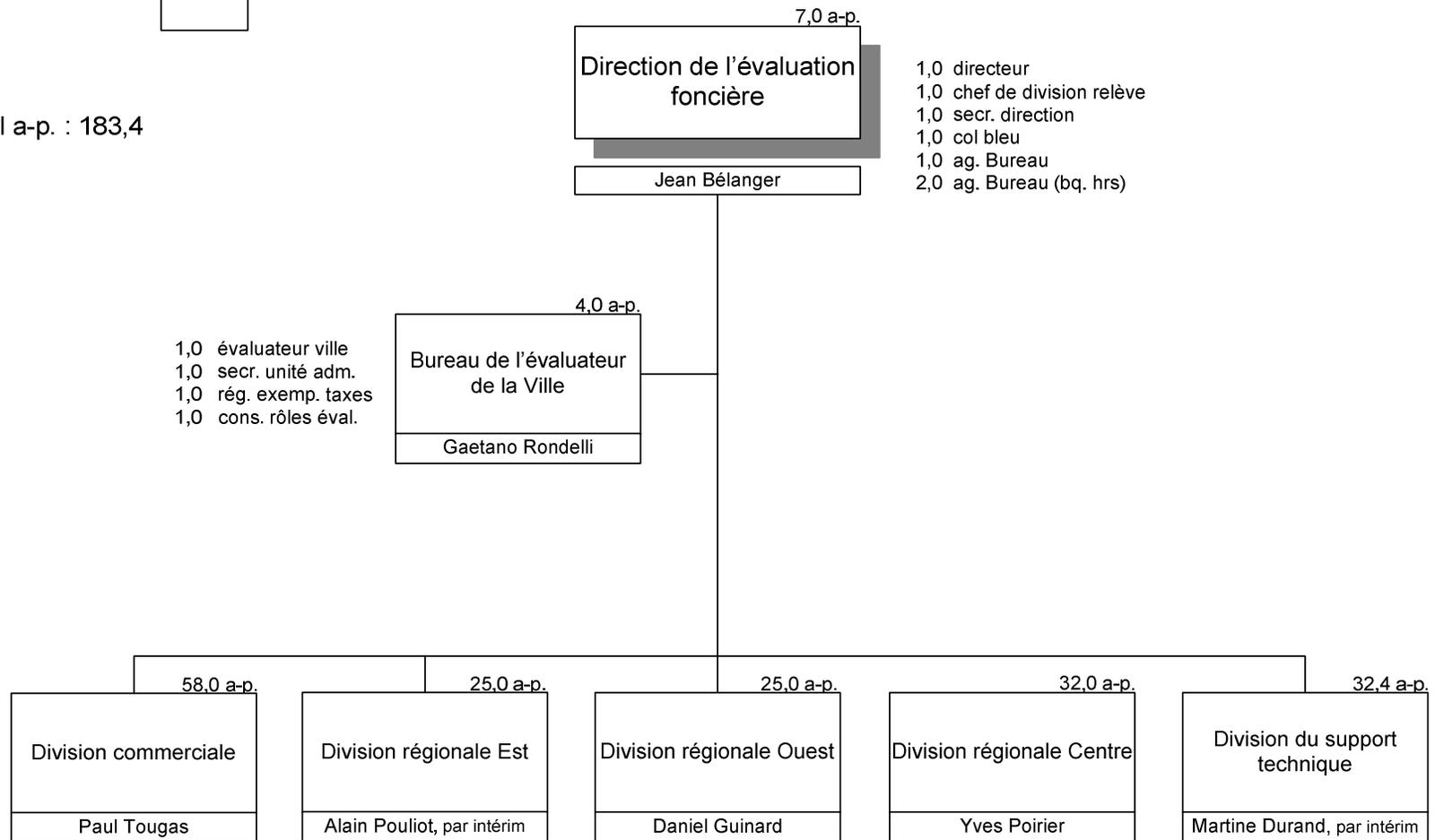
Mission

Direction de l'évaluation foncière

Production, tenue à jour et défense des rôles d'évaluation foncière des municipalités de l'agglomération de Montréal conformément aux dispositions de la Loi sur la fiscalité municipale.

Service des affaires juridiques et de l'évaluation foncière

Total a-p. : 183,4

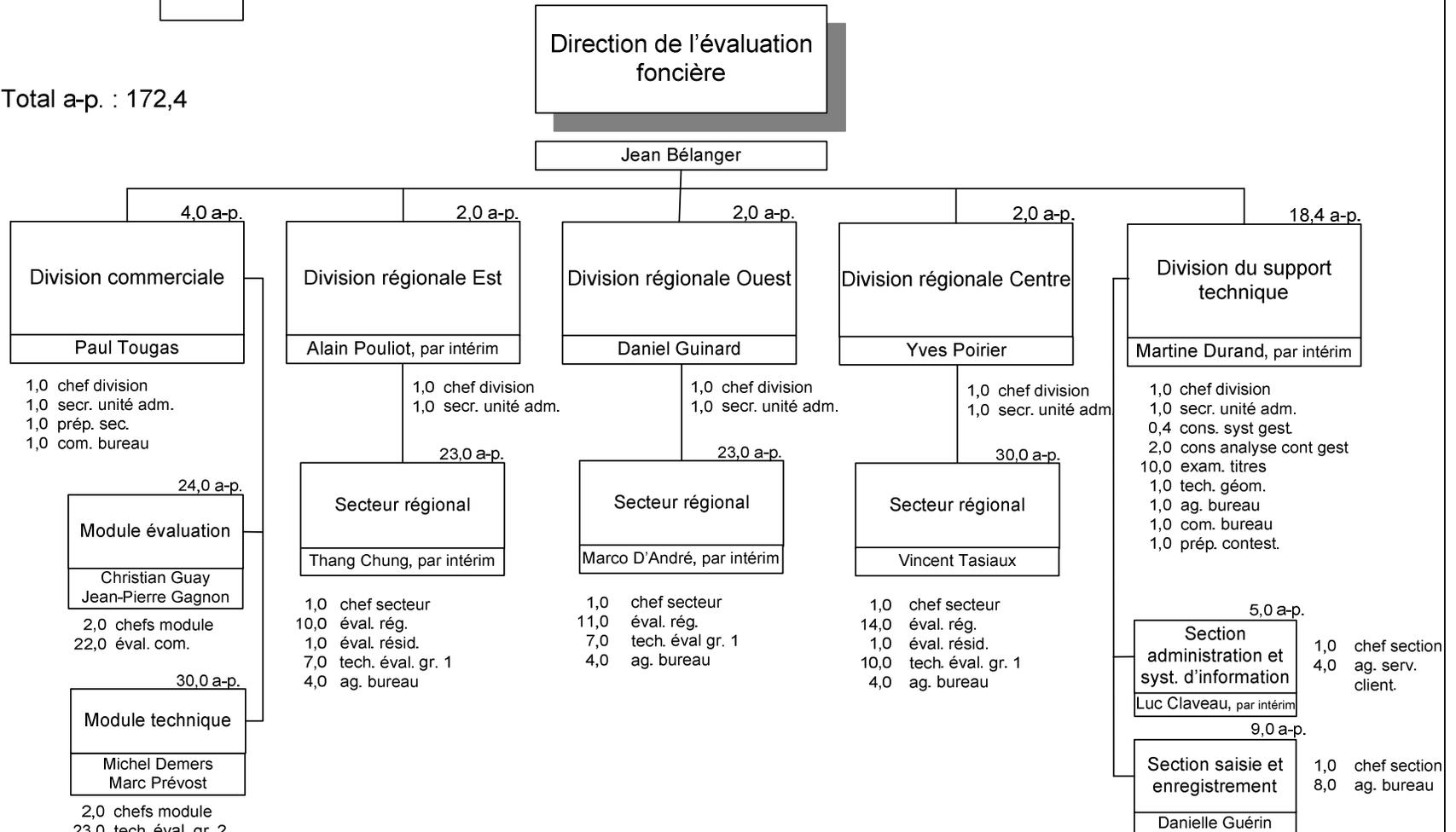


Détail page suivante

Janvier 2013

Service des affaires juridiques et de l'évaluation foncière

Total a-p. : 172,4



Janvier 2013

Sommaire

Direction de l'évaluation foncière

Principaux écarts - volet des dépenses

(en années-personnes et en milliers de dollars)

	a-p.	Conseil municipal	Conseil d'agglomération	Total
Comparatif 2012	189,4	-	18 976,7	18 976,7
Ajustements				
Indexation - rémunération et cotisations de l'employeur	-	-	739,4	739,4
Indexation - autres familles de dépenses	-	-	65,1	65,1
Ajustement locatif - Facturation immobilière, loyer et énergie	-	-	41,0	41,0
Réaménagements budgétaires				
Transfert à la Direction principale	-	-	(140,0)	(140,0)
Transfert à la Direction principale - fonction administration	-	-	(20,2)	(20,2)
Stratégies de financement				
Plan de resserrement 2012	(6,0)	-	(572,6)	(572,6)
Variation totale	(6,0)	-	112,7	112,7
Budget 2013	183,4	-	19 089,4	19 089,4

Revenus et dépenses par compétences*(en milliers de dollars)*

	Revenus				Dépenses			
	Réel Comparatif 2011	Budget Comparatif 2011	Budget Comparatif 2012	Budget 2013	Réel Comparatif 2011	Budget Comparatif 2011	Budget Comparatif 2012	Budget 2013
Conseil municipal	-	-	-	-	-	-	-	-
Conseil d'agglomération	1 568,3	800,0	70,0	70,0	15 202,8	18 994,4	18 976,7	19 089,4
Total	1 568,3	800,0	70,0	70,0	15 202,8	18 994,4	18 976,7	19 089,4

Dépenses par catégories d'emplois*(en milliers de dollars et en années-personnes)*

	\$			Années-personnes		
	Budget Comparatif 2011	Budget Comparatif 2012	Budget 2013	Budget Comparatif 2011	Budget Comparatif 2012	Budget 2013
Rémunération et cotisations de l'employeur						
Élus	-	-	-	-	-	-
Cadres	2 342,2	2 360,6	2 540,7	18,0	17,0	17,0
Cols blancs et stagiaires	6 916,5	6 850,1	7 104,4	113,0	107,0	103,0
Professionnels	6 617,6	6 770,6	6 695,8	66,4	64,4	62,4
Policiers	-	-	-	-	-	-
Pompiers	-	-	-	-	-	-
Autre redressement	-	-	-	-	-	-
Cols bleus	-	63,0	64,8	-	1,0	1,0
Total	15 876,3	16 044,3	16 405,7	197,4	189,4	183,4

Revenus par principaux objets*(en milliers de dollars)*

	Réel Comparatif 2011	Budget Comparatif 2011	Budget Comparatif 2012	Budget 2013
Taxes	-	-	-	-
Paiements tenant lieu de taxes	-	-	-	-
Services rendus aux organismes municipaux	-	-	-	-
Autres services rendus	1 568,1	800,0	70,0	70,0
Autres revenus	0,2	-	-	-
Transferts	-	-	-	-
Total	1 568,3	800,0	70,0	70,0

Dépenses par objets*(en milliers de dollars)*

	Réel Comparatif 2011	Budget Comparatif 2011	Budget Comparatif 2012	Budget 2013
Rémunération et cotisations de l'employeur	13 090,5	15 876,3	16 044,3	16 405,7
Transport et communication	302,7	588,9	566,3	398,3
Services professionnels	16,1	145,8	102,6	-
Services techniques et autres	217,2	525,1	442,3	422,6
Location, entretien et réparation	1 452,6	1 510,1	1 528,4	1 590,4
Biens non durables	80,8	202,9	152,5	132,1
Biens durables	25,7	145,3	140,3	140,3
Frais de financement	-	-	-	-
Contributions à des organismes	-	-	-	-
Autres objets	17,2	-	-	-
Financement	-	-	-	-
Total	15 202,8	18 994,4	18 976,7	19 089,4

Principales réalisations 2012

Direction de l'évaluation foncière

Engagements 2012

- Amorçage des travaux de confection des rôles 2014-2016;

- Traitement des requêtes au Tribunal administratif du Québec;

- Mise aux normes du nouveau Manuel d'évaluation foncière du Québec.

Réalisations 2012

- Collecte de données économiques;
- Révision des unités de voisinage;
- Évaluation des taux de terrain et calcul des valeurs;
- Analyses et visites de ventes;
- Transmission des avis désignant les immeubles à vocation unique.

- 474 requêtes résidentielles traitées (soit 87%);
- 152 requêtes non résidentielles traitées (soit 41%).

- Développement des dossiers de propriétés :
 - fiche résidentielle;
 - fiche multirésidentielle;
 - fiche non-résidentielle;
- Refonte du module de collecte de données économiques;
- Refonte des outils d'évaluation par les méthodes du revenu, coût et comparaison.

Priorités 2013

Direction de l'évaluation foncière

- Poursuite des travaux de confection des rôles 2014-2015-2016 en vue de leur dépôt le 11 septembre 2013;
- Programme de communication pour les contribuables;
- Tenue des rencontres prédépôts avec les municipalités, les arrondissements et les principaux gestionnaires immobiliers.

Montréal 

SERVICE DES AFFAIRES JURIDIQUES ET DE L'ÉVALUATION FONCIÈRE

Tableaux annexes

Service des affaires juridiques et de l'évaluation foncière

Dépenses - évolution budgétaire 2012

(en milliers de dollars)

	Conseil municipal	Conseil d'agglomération	Total
Budget original 2012	12 087,9	67 167,8	79 255,7
Crédits additionnels:			
Honoraires juridiques provenant des dépenses contingentes	1 818,6	1 818,7	3 637,3
Prêt de service d'un avocat à la SHDM	135,0	-	135,0
Création de la Direction des affaires civiles	300,0	-	300,0
Plan de resserrement	(350,0)	(976,5)	(1 326,5)
Transfert aux activités d'investissement du STI - projet de refonte du système de gestion des réclamations	(86,3)	(95,9)	(182,2)
Budget modifié 2012	13 905,2	67 914,1	81 819,3
Prévisions 2012	13 905,2	67 914,1	81 819,3
Surplus (déficit)	-	-	-
 <u>Explications des principaux écarts</u>			
	-	-	-

Service des affaires juridiques et de l'évaluation foncière

Revenus - évolution budgétaire 2012

(en milliers de dollars)

	Conseil municipal	Conseil d'agglomération	Total
Budget comparatif 2012	99 817,2	88 920,0	188 737,2
Prêt de service avec remboursement par la SHDM	135,0	-	135,0
Budget modifié 2012	99 952,2	88 920,0	188 872,2
Prévisions 2012	92 930,5	85 552,1	178 482,6
Surplus (déficit)	(7 021,7)	(3 367,9)	(10 389,6)
<u>Explication des principaux écarts</u>			
Manque à gagner sur les amendes – Circulation et stationnement	(14 924,4)	-	(14 924,4)
Manque à gagner sur les frais afférents aux amendes – Circulation et stationnement (émission de procédures, frais de greffe, frais de perception - huissiers)	-	(3 500,2)	(3 500,2)
Protocole d'entente non signé - Subvention du gouvernement du Québec - droit criminel	-	(3 000,0)	(3 000,0)
Excédent sur les autres revenus se rapportant au Service des affaires juridiques et de l'évaluation foncière	1 854,9	1 117,9	2 972,8
Direction des services judiciaires - provisions	6 047,8	1 268,7	7 316,5
Plan de resserrement (système de reconnaissance des plaques d'immatriculation)	-	745,7	745,7
	(7 021,7)	(3 367,9)	(10 389,6)

Service des affaires juridiques et de l'évaluation foncière

Dépenses - évolution budgétaire 2012 - Budget 2013

(en milliers de dollars)

	Conseil municipal	Conseil d'agglomération	Total
Prévisions 2012 (inscrit dans le tableau Évolution dépenses 2012)	13 905,2	67 914,1	81 819,3
Redressement - Fonction administration	(121,2)	(1 438,9)	(1 560,1)
Redressement - Ajustement de la facturation immobilière 2012	(13,5)	(92,8)	(106,3)
Prévisions 2012 redressées	13 770,5	66 382,4	80 152,9
Budget 2013	12 598,4	67 136,8	79 735,2
Variation	1 172,1	(754,4)	417,7
<u>Explications des principaux écarts</u>			
Ajustements			
Indexation - rémunération et cotisations de l'employeur	(390,8)	(2 126,6)	(2 517,4)
Indexation - autres familles de dépenses	(39,9)	(353,5)	(393,4)
Ajustement locatif - Facturation immobilière, loyer et énergie	94,7	33,2	127,9
Création de 2 postes permanents d'avocat financés par le Service de l'eau	(89,8)	(210,2)	(300,0)
Création d'un poste permanent de notaire financé par la Direction des stratégies et transactions immobilières	(149,5)	-	(149,5)
Réaménagements budgétaires			
Transferts entre directions	(143,3)	143,3	-
Restructuration de la Division administration	(24,9)	24,9	-
Plan de resserrement	18,7	(18,7)	-
Stratégies de financement			
Transfert des crédits relatifs à la fonction administration	29,6	30,4	60,0
Renversement des transactions non récurrentes de 2012			
Honoraires juridiques provenant des dépenses contingentes	1 818,6	1 818,7	3 637,3
Prêt de service d'un avocat à la SHDM	135,0	-	135,0
Transfert aux activités d'investissement du STI - projet de refonte du système de gestion des réclamations	(86,3)	(95,9)	(182,2)
	1 172,1	(754,4)	417,7

Service des affaires juridiques et de l'évaluation foncière

Revenus - évolution budgétaire 2012 - Budget 2013

(en milliers de dollars)

	Conseil municipal	Conseil d'agglomération	Total
Prévisions 2012 (inscrit dans le tableau Évolution revenus 2012)	92 930,5	85 552,1	178 482,6
Redressement	-	-	-
Prévisions 2012 redressées	92 930,5	85 552,1	178 482,6
Budget 2013	103 517,2	90 865,7	194 382,9
Variation	10 586,7	5 313,6	15 900,3
<u>Explications des principaux écarts</u>			
Revenus compensatoires au plan de resserrement du Service de police (amendes ADS)	3 700,0	1 200,0	4 900,0
Augmentation des frais d'émission de constats liés au système de reconnaissance des plaques d'immatriculation	-	745,7	745,7
Renversement des transactions non récurrentes de 2012			
Manque à gagner sur les amendes – Circulation et stationnement	14 924,4	-	14 924,4
Manque à gagner sur les frais afférents aux amendes – Circulation et stationnement (émission de procédures, frais de greffe, frais de perception - huissiers)	-	3 500,2	3 500,2
Protocole d'entente non signé - Subvention du gouvernement du Québec - droit criminel	-	3 000,0	3 000,0
Excédent sur les autres revenus se rapportant au Service des affaires juridiques et de l'évaluation foncière	(1 854,9)	(1 117,9)	(2 972,8)
Direction des services judiciaires - provisions	(6 047,8)	(1 268,7)	(7 316,5)
Plan de resserrement (système de reconnaissance des plaques d'immatriculation)	-	(745,7)	(745,7)
Prêt de service avec remboursement par la SHDM	(135,0)	-	(135,0)
	10 586,7	5 313,6	15 900,3

SERVICE DES AFFAIRES JURIDIQUES ET DE L'ÉVALUATION FONCIÈRE

Coordonnées

**775, rue Gosford
4e étage
Montréal (Québec)
H2Y 3B9**

**Personne responsable du volet budgétaire
Jennifer Poirier
Chef de division administration
(514) - 872-3876**